Le président de l'université Rennes 2 n'exclut pas le recours à la force

17/04/2018 à 18h13

Le président de l'université de Rennes 2 n'a pas exclu mardi le recours à la force publique en cas de "risque pour la sécurité des personnes", et reconnu "l'amplification du mouvement" parmi les personnels, notamment enseignants.

Au lendemain d'un vote qui a reconduit le blocage jusqu'au 30 avril, "*sur le volet de la sécurité, je suis inquiet de l'évolution des conditions dans les bâtiments occupés, et si l'intervention policière est la seule possible, je serai obligé d'y recourir*", a déclaré Olivier David. "*Sur le volet politique, j'ai déjà pris contact à plusieurs reprises avec le ministre pour mettre autour de la table toutes les parties*", a-t-il dit.

> *L'assemblée générale des étudiant.e.s réunie cet après-midi a voté, avec plus de 3000 voix, la reconduction du blocage de l'université jusqu'au 30 avril prochain. Dans ce contexte, les contrôles continus sont suspendus et ne seront pas délocalisés jusqu'au 30 avril inclus.*
>
> *— Université Rennes 2 (@UnivRennes_2) 16 avril 2018*

[…] Cinq jours et demi de blocage en deux mois. Le président de Rennes 2 a également reconnu une "*amplification du mouvement du côté des personnels, notamment des enseignants et enseignants chercheurs, avec la tenue mardi d'un comité de mobilisation qui appelle à la journée d'action interprofessionnelle jeudi*". […]